

“Le racisme atteint les plus hautes sphères DE L'ÉTAT”

▶ Luk Van Biesen, à l'origine d'une polémique raciste, a présenté ses excuses à la députée visée et à la communauté marocaine

▶ “Si t'es pas contente, retourne au Maroc”. Branle-bas de combat ce jeudi, lors de la première séance plénière de l'année parlementaire au Palais de Nation. C'est en effet par ce tacle, lancé par Luk Van Biesen (Open-Vld) à la socialiste flamande Meryame Kitir, que s'est clôturé le débat sur Caterpillar, hier, à la Chambre pour en ouvrir un autre : celui sur le racisme au sein de l'hémicycle.

Selon le député libéral, ses propos ont été mal compris. Mais face à l'indignation générale de ses confrères et consœurs, il a vite fait bien fait présenté ses excuses... tout en démentant avoir tenu les propos pour lesquels il s'excusait.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. Le président de la Chambre, Siegfried Bracke a pris le micro pour indiquer que “si les allégations étaient avérées”, ces propos étaient “indécents” et “déplacés”. Même son de cloche du côté de la secrétaire d'État à l'égalité des chances, Elke Sleurs (N-VA) : “C'est inacceptable et cela témoigne d'un profond manque de respect. Ces paroles n'ont pas leur place à la Chambre.” Pour Unia, le centre interfédéral pour l'égalité des chances, qui indique que

d'autres députés ont confirmé les dires de Meryame Kitir, “s'ils ont été tenus, c'est plus que maladroitt et surtout symptomatique d'un réel problème dans notre société. Nous verrons si des signalements nous seront transmis suite à ce qui dit s'est dit jeudi.”

MALGRÉ LES TÉMOIGNAGES de ses confrères, Luk Van Biesen a maintenu ne pas avoir prononcé ces mots. Le mot “Maroc” ? Il l'a dit. Mais c'était pour expliquer le fait que les travailleurs de Caterpillar pourraient retrouver de l'emploi

partout, et donc aussi au Maroc, parce qu'ils sont performants. Une explication qui ne semble pas avoir convaincu grand monde, la présidente de son parti la première. Gwendolyn Rutten a affirmé que “les mots d'un représentant du peuple sont ceux qui comptent, toujours et partout. Peu importe ce qu'il a voulu dire, son intervention était inappropriée.”

Hier, à l'issue d'une réunion avec Meryame Kitir, le député fédéral s'est confondu en excuses et a reconnu ses torts, soutenant qu'il n'avait ni voulu blesser la communauté marocaine, ni la députée socialiste. “Ces mots n'appartiennent pas à mon vocabulaire. Je ne suis pas raciste

et le racisme n'a pas sa place ici. Au Parlement, nous avons une fonction d'exemple”, a-t-il déclaré, indiquant que “des initiatives allaient être prises afin de combattre le racisme à tous les niveaux.” Après ces excuses, l'Open-VLD a décidé de maintenir sa confiance en Luk Van Biesen.

La cheffe de groupe socialiste flamande, ancienne déléguée syndicale et ouvrière chez Ford Genk, s'est réjoui que le député Vld ait reconnu le problème et surtout qu'il ait envoyé un signal clair, soulignant que le racisme n'était pas admis.

Des excuses qui ne convainquent pas Carlos Crespo, président du MRAX, le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. “Ces excuses en demi-teintes n'en sont pas. Aujourd'hui, on voit clairement que le racisme atteint les plus hautes sphères de l'État. C'est déjà une chose d'en être victime sur Internet ou les réseaux sociaux mais c'en est une autre de voir que des partis honorables, démocratiques, s'y mettent aussi. C'est du racisme d'État !”, fustige-t-il. “Ce qui a été dit est très grave et prouve bien qu'il y a une libération de la parole raciste”, regrette Carlos Crespo.

Sarah Frères

RÉACTION

DE  **Mohamed El Amouki**
ÉCHEVIN CDH
À SCHAERBEEK

"Plus dur pour ma fille que pour ma mère"

"Le racisme a changé de nature en Belgique."

Aujourd'hui, il n'est plus intergroupe. On a davantage affaire à de l'islamophobie donc c'est plus ciblé sur un groupe. C'est plus dur pour ma fille maintenant que ça l'était pour ma mère lorsqu'elle est arrivée en Belgique en 1968. Étudiante à l'université, elle doit parfois faire face à des propos borderline. Certains parlent des terroristes en utilisant le

'vous'. Elle est intelligente et elle a la tête sur les épaules donc elle est capable de calmer les ardeurs des uns et des autres, mais tout le monde n'est pas pourvu des mêmes outils. Loin de moi l'idée d'ériger cette population en martyr, mais force m'est de constater qu'elle déguise pas mal en ce moment. Fort heureusement, les gens restent calmes. Ils encaissent."

Pa. D.

Delire : "C'était juste une allusion à Zidane !"

"Belfodil, pour un Franco-Algérien, il reste relativement calme. Vous voyez ce que je veux dire..."

Cette phrase, Marc Delire l'a prononcée sur Club RTL à l'occasion du match Standard - Celta Vigo, jeudi soir. Le lendemain matin, elle a suscité le buzz, certains accusant le journaliste d'avoir tenu des propos racistes.

En réalité, le journaliste a été le premier surpris par l'ampleur de la polémique. *"Je suis abasourdi par la dictature des réseaux sociaux..."*, nous a-t-il confié. *"Quelques mots déclenchent une tempête. Mes propos n'avaient pourtant rien de raciste."*

POURQUOI ? Delire s'explique : *"C'était juste une allusion à Zinedine Zidane. Belfodil venait de prendre un coup et il n'a pas bronché. Il a donc eu une attitude totalement inverse à celle de Zidane en 2006, qui avait pété un plomb après que Ma-*

terazzi ait insulté sa sœur. Moi, quand je pense à un Franco-Algérien, le nom de Zizou me vient directement à l'esprit. Voilà aussi pour quoi j'ai ajouté : si vous voyez ce que je veux dire." Les arguments de Marc Delire se tiennent tout à fait et le connaissant, il n'a aucune raison de les inventer.

Il a été tout de même été contacté par le Standard, qui l'a prié de présenter des excuses. *"Je ne leur présenterai pas mes excuses",* s'insurgeait alors le journaliste. *"Parce que je n'ai rien fait de mal !"*

Marc Delire a tout de même

fini par calmer le jeu, via un communiqué : *"Si mes propos ont blessé, je m'en excuse et le regrette très sincèrement."*

Benoît Delhauteur

Le racisme d'État reste impuni

Que risquent les parlementaires qui oublient de tourner leur langue sept fois dans la bouche ? Pas grand-chose. Les députés fédéraux

sont protégés par l'immunité parlementaire. Au mieux, leur parti peut décider de les suspendre. Mais tant qu'il n'y a pas de levée de l'immunité, il ne peut y avoir de poursuites judiciaires. Ce cas de figure s'est déjà présenté (ce fut notamment le cas pour Bernard Wes-

phael), mais jamais pour délit de racisme. Et donc, même un *"retourne au Maroc"* suscite l'indignation, le député à l'origine de ces déclarations est intouchable. *"Le racisme est un délit. La loi s'applique à tout le monde, sauf aux parlementaires. Pourtant, ici, la situation est*

plus grave puisqu'il s'agit d'un élu. Si le politique ne prend pas d'action quand un de ses pairs va si loin, comment voulez-vous que la lutte contre le racisme fonctionne ? Ils doivent donner l'exemple", lance Carlos Crespo, président du MRAX.

S. F.